



MINISTÈRE DE LA CULTURE

Direction régionale des affaires culturelles d'Ile-de-France  
Unité départementale de l'architecture et du patrimoine du Val-d'Oise

Dossier suivi par : Nassim ESSAID

Objet : demande de permis de construire

**MAIRIE DE FREMECOURT**  
**Hotel de ville**  
**Rue de Cléry**  
**95830 FREMECOURT**

A Cergy-Pontoise Cedex, le 14/12/2022

---

numéro : pc25422B0005

demandeur :

adresse du projet : RUE DES PETITES FONTAINES 95830  
FREMECOURT

M DURSUN NURETTIN  
144 CHAUSSEE JULES CESAR  
95520 OSNY

nature du projet : Extension et/ou surélévation maison individuelle

déposé en mairie le : 28/07/2022

reçu au service le : 05/08/2022

servitudes liées au projet : LCAP - abords de monuments historiques -  
Eglise Notre-Dame (Frémécourt) - Vexin français (Frémécourt)

---

L'immeuble concerné par ce projet est situé dans le périmètre délimité des abords ou dans le champ de visibilité du ou des monuments historiques désignés ci-dessus. Les articles L.621-30, L.621-32 et L.632-2 du code du patrimoine sont applicables.

Ce projet, en l'état, est de nature à porter atteinte à la conservation ou à la mise en valeur du ou des monuments historiques ou des abords. Il peut cependant y être remédié. **L'architecte des Bâtiments de France donne par conséquent son accord assorti de prescriptions.** Par ailleurs, ce projet peut appeler des recommandations ou des observations.

Prescriptions motivées (1), recommandations ou observations éventuelles (2) :

EN RÉFÉRENCE AUX PIÈCES COMPLÉMENTAIRES REÇUES LE 28/10/2022, JE CONFIRME MON AVIS FAVORABLE ASSORTI DE PRESCRIPTIONS ÉMIS LE 05/10/2022.

L'architecte des Bâtiments de France

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Bellon', with a horizontal line drawn underneath it.

Jean-Baptiste BELLON

Copie est adressée au demandeur afin de l'informer qu'il ne pourra pas se prévaloir d'un permis tacite à l'issue du délai d'instruction en application de l'article R.424-4 du code de l'urbanisme.

En cas de désaccord avec l'architecte des Bâtiments de France, l'autorité compétente peut saisir, dans un délai de sept jours à compter de la réception du présent acte, le préfet de région (direction régionale des affaires culturelles) par lettre recommandée avec accusé de réception.